

<http://www.snetap-fsu.fr/700-CFA-menaces-de-fermeture.html>



700 CFA menacés de fermeture

- Les Dossiers - Formation adulte - apprentissage -



Date de mise en ligne : vendredi 4 mai 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Un préavis de grève examen a été déposé par 4 organisations syndicales :
Le SNETAP-[FO](#)-la [CGT](#) et l'[UNSA](#)

[Imprimer le préavis de grève](#)

Le Projet de loi "pour un nouvel avenir professionnel" a été adopté le 27 avril 2018 par le Conseil des Ministres.

Malgré l'avis défavorable unanime des différentes instances saisies (CNEFOP, CNEN, CNESER, Conseil national de l'éducation etc.), de l'opposition des acteurs de terrain de l'apprentissage à ce projet, le Gouvernement a décidé de passer en force.

Aucune étude d'impact sérieuse n'a été menée par le Gouvernement en amont.

L'association "les [Régions](#) de France" (composée des élus des Conseils régionaux) a réalisé une [carte montrant le nombre de CFA menacés sur les territoires.](#)

"En décidant d'un financement de l'apprentissage selon un coût au contrat uniforme fixé administrativement par les branches à Paris, le Gouvernement se prive d'un pilotage fin et réactif de l'apprentissage sur les territoires. " analyse "les régions de France".

Il portera la responsabilité de la disparition ou la restructuration de très nombreux [CFA](#) dans les territoires français les plus fragiles ou positionnés sur les métiers rares ou émergents.

Il organise l'apprentissage en silos alors même que l'avenir est à la mise en réseau et aux compétences transverses.

Ce texte de loi n'apporte aucune solution sur l'apprentissage.

Une nouvelle étape s'ouvre avec le débat parlementaire.

Il faut refuser cette mauvaise réforme car l'apprentissage est une voie d'excellence pour les jeunes et pour les entreprises.

Le Parlement doit amender fortement ce projet de loi.